



REPUBLIQUE DU BENIN
PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE



ACADEMIE NATIONALE DES SCIENCES, ARTS ET LETTRES DU BENIN

**Atelier de réflexion sur la responsabilité sociale
des centres de formation des personnels de santé :
concept et état des lieux.**

Mercredi 24 septembre 2025 de 9h à 16h
Lieu : ISBA, Cotonou

MOT DU PRESIDENT DE LA COMMISSION PERMANENTE SANTE DE L'ANSALB

La responsabilité sociale des institutions de formation des personnels de santé a été défini par l'OMS en 1995 comme *«l'obligation (pour ces institutions) d'orienter la formation qu'elles donnent, les recherches qu'elles poursuivent et les services qu'elles dispensent, vers les principaux problèmes de santé de la communauté, région et/ou nation qu'elles ont comme mandat de desservir»*.

2

Elle permet une couverture sanitaire débouchant sur des soins de santé de qualité, abordables et équitables

Ce livret vous présente les termes de références et les diverses interventions pour susciter les échanges scientifiques sur le sujet en vue de retenir des recommandations pour un développement durable.

ATELIER DE REFLEXION SUR LA RESPONSABILITE SOCIALE DES CENTRES DE FORMATION DES PERSONNELS DE SANTE

TERMES DE REFERENCE

3

CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Malgré des avancées enregistrées sur le plan sanitaire de 2016 à 2021, il est noté une faible performance du système de santé du Bénin, les indicateurs de l'état de santé des populations restant préoccupants. Le programme d'actions du gouvernement (PAG) 2021-2026, au niveau de son pilier 3, continue alors plusieurs actions de renforcement dans les domaines de la protection sociale et de la réorganisation du système de santé pour une couverture sanitaire débouchant sur des soins de santé de qualité, abordables et équitables.

Au nombre des 49 cibles prioritaires retenues par le Bénin au niveau des 17 Objectifs de Développement Durable (ODD), la santé se retrouve toujours comme un préalable et ceci en lien avec des personnels de santé qualifiés et en nombre suffisant tout ceci soulignant le rôle capital des institutions de formation des personnels de santé.

La Commission permanente Santé de l'Académie, catalyseur d'actions a choisi d'organiser avec d'autres

acteurs depuis 2019, des échanges sur la responsabilité sociale des institutions de formation des personnels de santé.

L'ANSALB a ainsi organisé le 24 mai 2019 une journée de briefing des membres de sa commission permanente santé sur le concept de responsabilité sociale des institutions de formation des personnels de santé. Elle a ensuite animé, du 19 au 21 août de la même année, sur le même thème un séminaire-atelier qui a regroupé des représentants de l'Ordre national des médecins et une cinquantaine de responsables des institutions de formation des personnels de santé des Universités nationales du Bénin. A l'issue des travaux, l'atelier a recommandé à l'ANSALB, au niveau des actions futures, le suivi évaluation à six mois, du plan d'action à développer par les institutions de formation des personnels de santé du Bénin pour asseoir la responsabilité sociale en leur sein.

Dans le contexte actuel et dans le cadre du suivi des actions, il devient essentiel de faire l'état des lieux à travers les différents axes du Consensus mondial sur la responsabilité sociale, de consolider les acquis, d'accroître la sensibilisation des acteurs, de contribuer à l'atteinte des objectifs de développement durable.

Rappelons que le concept de responsabilité sociale des institutions de formation des personnels de santé a été défini par l'OMS en 1995 comme « *l'obligation* (pour ces

institutions) d'orienter la formation qu'elles donnent, les recherches qu'elles poursuivent et les services qu'elles dispensent, vers les principaux problèmes de santé de la communauté, région et/ou nation qu'elles ont comme mandat de desservir».

Ce concept a abouti en décembre 2010 au Consensus mondial sur la responsabilité sociale des facultés de médecine décliné en dix axes stratégiques¹. Ce consensus se veut être une vision systémique, allant de l'identification des besoins de santé à la vérification de l'impact que peuvent avoir les institutions de formation des personnels de santé sur lesdits besoins.

OBJECTIFS DE L'ATELIER

Objectif général : Assurer le suivi de l'introduction du concept de la responsabilité sociale dans les centres de formation des personnels de santé

Objectifs spécifiques

Informar et sensibiliser les acteurs sur le concept de responsabilité sociale des centres de formation

Recueillir les plans d'action, les activités entreprises, les progrès accomplis vers la réalisation des objectifs stratégiques.

Elaborer des recommandations pour une appropriation et mise en œuvre du concept.

¹ Consensus Mondial sur la Responsabilité Sociale des Facultés de Médecine, Décembre 2010

RESULTATS ATTENDUS

Rapport des activités entreprises par les centres de formation depuis 2023

Appropriation accentuée de concept de responsabilité sociale des centres de formation

Détermination des goulots d'étranglement

Recommandations.

PARTICIPANTS

Ministères, Recteurs, Doyens, Directeurs et Vice-doyen FSS, IRSP, EPAC, FM Parakou, INMES, IFSIO de Parakou, ESK, ENATSE de Parakou, Ecole de formation des administrateurs des hôpitaux à ENA de l'UAC, Ecole des hygiénistes de Parakou etc.

METHODOLOGIE

Participants en présentiel et en ligne

Communications en plénière

Débat

DATE ET LIEU

24 septembre 2025

Cotonou

Amphithéâtre Benoit SADELER, ISBA

9h à 16h

PROGRAMME

Date et heure	Activité	Animateur
24 septembre		
8h30	Installation des participants et équipements	Equipe ANSALB
Session 1 : le concept		
9h	Ouverture de l'atelier	Achille MASSOUGBODJI Président de la Commission permanente santé de l'ANSALB
	Valeurs de la Responsabilité sociale	Raphaël DARBOUX Secrétaire de la Commission permanente santé de l'ANSALB
10h (5h du matin à Montréal)	Redéfinir la responsabilité sociale des institutions de formation en santé à l'ère des nouveaux défis. (25mn)	Ahmed MAHERZI Directeur du Bureau de la responsabilité sociale de la faculté de médecine de l'Université de Montréal (UdeM).

	Responsabilité sociale des centres de formation des personnels de santé : concept et état des lieux (25mn)	Salako Luc DJOGBENOU Directeur de l'IRSP
11h-11h45	Débats et recommandations	
11h45 - 12h15	Pause-Café	
Session 2 : introduction du concept dans les facultés		
12h15-14h	Responsabilité sociale de la faculté de médecine de l'université de Parakou (Bénin) : évaluation et perspective (25mn)	Olatoundji Holden FATIGBA Doyen Faculté de médecine de Parakou
	La Responsabilité Sociale de la Faculté des Sciences de la Santé (25 mn)	Josue Dejinnin Georges AVAKOUDJO Doyen de la Faculté des Sciences de la Santé de Cotonou
13h15-14h	Débats et recommandations	

Session 3 : autres expériences et recherche		
14h-15h	Responsabilité sociale : expérience de l'IFSIO (25mn)	Francis Kokou TOGNON TCHEGNONSI Directeur IFSIO de Parakou
	Responsabilité sociale de l'Institut National Médico-Sanitaire (INMeS) (25mn)	Jacques VIGAN Directeur Adjoint de l'École Supérieure des Infirmières et Infirmiers d'État (ESIIE) à l'Institut National Médico-Sanitaire (INMeS)
		Thierry ADOUKONOU Directeur ENATSE de Parakou
15h-15h25	Responsabilité sociale en matière de formation et recherche à (UdeM) et à la CIDMEF	Ahmed MAHERZI
15h25-15h45	Débats et recommandations	
15h45-16h00	Recommandations générales	
16h	Déjeuner	



Ahmed MAHERZI –
Biographie

Diplômé de la Faculté de médecine de l'Université de Tunis El Manar, Dr Ahmed Maherzi est Professeur en pédiatrie, a dirigé le Service de pédiatrie et néonatalogie à l'hôpital universitaire Mongi Slim de La Marsa (1999-2017) et a été **doyen de la Faculté de Médecine de Tunis** (2011-2017).

De 2012 à 2017, il a co-présidé le Projet de recherche-action international francophone sur la responsabilité sociale des facultés de médecine et a organisé en avril 2017 à Hammamet (Tunisie) **le Sommet mondial sur la Responsabilité Sociale**, dont l'objectif commun est

d'améliorer le système de santé et de promouvoir la justice sociale.

Depuis le 1 septembre 2017, **il dirige le Bureau de la responsabilité sociale de la faculté de médecine de l'Université de Montréal (UdeM)**. Sous sa direction, la faculté de médecine de l'UdeM a obtenu la Reconnaissance Internationale ASPIRE en responsabilité sociale lors du Congrès de l'Association Européenne d'Éducation Médicale (AMEE) à Vienne en Août 2019. Dr Maherzi est actuellement **Premier Vice-Président et Président du Conseil stratégique de la Conférence internationale des doyens et des facultés de médecine d'expression française (CIDMEF)** et est **Secrétaire général du Réseau International francophone pour la responsabilité sociale en santé (RIFRESS)**. Il est également membre de **la Commission des Experts de la région Amérique de l'Agence Universitaire de la Francophonie (AUF)**.

Pour l'ensemble de ses réalisations, on lui a décerné le **Prix international AFMC-Charles Boelen pour la responsabilité sociale en 2016 et en 2023**, la médaille de Chevalier de l'Ordre du mérite national de Tunisie (2017) et le titre de Membre Honoraire du Collège des médecins de famille du Canada (2017).

REDEFINIR LA RESPONSABILITE SOCIALE DES INSTITUTIONS DE FORMATION EN SANTE A L'ERE DES NOUVEAUX DEFIS.

12

Ahmed MAHERZI¹

¹Bureau de la responsabilité sociale, Faculté de médecine, Université de Montréal, Québec, Canada

Depuis sa définition par l'OMS¹, la responsabilité sociale des facultés de médecine a guidé l'arrimage de leurs missions aux priorités locales de santé, renforçant pertinence sociale, équité et collaboration. Dans de nombreux pays, plusieurs initiatives communautaires et en régions éloignées témoignent de cet engagement, souvent stimulé par les critères d'accréditation. Toutefois, **les défis contemporains** — crises sanitaires, bouleversements écologiques, injustices sociales et transformations technologiques — appellent à dépasser ce cadre initial.

L'Association des facultés de médecine du Canada souligne que la responsabilité sociale doit désormais intégrer explicitement la santé planétaire, la justice sociale, la lutte contre le racisme systémique et la décolonisation². Le Consensus mondial en trace les axes stratégiques³, mais plusieurs limites demeurent :

focalisation trop locale dans un monde interdépendant, silence sur les rapports de pouvoir et les inégalités structurelles, absence de prise en compte des enjeux environnementaux et technologiques. La pandémie de COVID-19 a illustré ces failles, notamment à travers les inégalités d'accès aux vaccins.

Dans ce contexte, la **responsabilité populationnelle** offre un levier opérationnel : elle territorialise l'engagement institutionnel en définissant une population cible, en mobilisant des partenariats intersectoriels et en évaluant les retombées collectives. Sa mise en œuvre exige un ancrage élargi, impliquant toutes les institutions de formation en santé et intégrant les sciences sociales, humaines et les arts pour dépasser une approche biomédicale étroite.

Redéfinir la responsabilité sociale suppose enfin un ancrage normatif explicite autour de la **justice sociale** et de la **solidarité**, conditions pour transformer ce cadre d'orientation en véritable levier structurel, capable d'articuler action locale, solidarité globale et lucidité écologique.

Références :

1. Boelen C, Heck JE et World Health Organization. Defining and Measuring the Social Accountability of

Medical Schools. Genève : OMS, 1995
(WHO/HRH/95.7).

<https://iris.who.int/handle/10665/59441>

2. Association des facultés de médecine du Canada (AFMC). Planification stratégique 2024–2027.

<https://www.afmc.ca/fr/strategic-plan/>

3. Consensus mondial sur la responsabilité sociale des facultés de médecine. Pédagogie Médicale 2011; 12 (1): 37–48 <https://doi.org/10.1051/pmed/2011016>

**Salako Luc DJOGBENOU**

Enseignant-chercheur en Parasitologie et Entomologie, à l'Institut Régional de Santé Publique (IRSP) et au Centre de Recherche pour la lutte contre les Maladies Infectieuses Tropicales (CReMIT) de l'Université d'Abomey Calavi.

Depuis 2013, chercheur associé à Liverpool School of Tropical Medicine de Liverpool en Angleterre.

Membre de l'Académie Africaine des Sciences depuis 2020, Salako Luc DJOGBENOU occupe actuellement les postes de Directeur de l'Institut Régional de Santé Publique (IRSP) et de Directeur Adjoint du Centre de Recherche pour la lutte contre les Maladies Infectieuses Tropicales (CReMIT) de l'Université d'Abomey-Calavi.

Quelques publications à travers ce lien :

URL:

<https://www.ncbi.nlm.nih.gov/myncbi/1F1f5odt6nc5u/bibliography/public/>

RESPONSABILITE SOCIALE DES CENTRES DE FORMATION DES PERSONNELS DE SANTE : CONCEPT ET ETAT DES LIEUX

17

Salako Luc DJOGBENOU

IRSP/UAC

Résumé :

La responsabilité sociale est un concept multidimensionnel désignant l'obligation, souvent volontaire, pour des individus, organisations et institutions d'intégrer les conséquences sociales et environnementales de leurs décisions afin de contribuer positivement au bien-être collectif. Appliquée aux centres de formation des personnels de santé, elle renvoie à la responsabilité sociétale des établissements éducatifs — leur rôle dans la formation de professionnels capables de répondre aux enjeux de santé publique, d'équité et de durabilité.

Notre communication, intitulée « Responsabilité sociale des centres de formation des personnels de santé : concept et état des lieux », propose d'abord une clarification conceptuelle fondée sur la littérature (cadres théoriques : modèles de responsabilité sociale/RSE, ISO 26000, ODD/SDG, critères ESG), puis une analyse empirique de l'état des pratiques dans le système éducatif béninois fondée sur notre expérience et les sources disponibles. L'analyse structurera les pratiques observées selon quatre dimensions : environnementale, sociale, éthique et gouvernance.

Cette analyse, nourrie par une analyse empirique de l'état des pratiques dans le système éducatif béninois, permettra d'identifier les défis structurels et les leviers potentiels pour une meilleure intégration de la responsabilité sociale dans la formation des personnels de santé au Bénin. L'objectif final est de contribuer à une réflexion stratégique pour aligner la production du capital humain en santé sur les besoins prioritaires de la population.



Professeur Olatoundji Holden FATIGBA

Neurochirurgien de formation en service depuis 2006

Enseignant chercheur, faculté de médecine, Université de Parakou (FM-UP), Bénin

I. Précédemment :

Chef de département de chirurgie et spécialités chirurgicales

Vice-recteur chargé de la recherche universitaire

II. Fonction actuelle

Doyen de la faculté de médecine, université de Parakou

Directeur du laboratoire universitaire de sciences chirurgicales et de simulation

Chef service de neurochirurgie au Centre Hospitalier Départementale et Universitaire du Borgou Alibori, Parakou

Responsable de l'unité d'enseignement et de recherche (UER) de neurochirurgie à la FM-UP

Coordonnateur national du Diplôme d'Études Spéciales de Neurochirurgie du Bénin

III. **Productions scientifiques**

Auteurs de nombreuses productions scientifiques de la spécialité

Direction de plus de 25 thèses de doctorat en médecine portant sur la pathologie neurochirurgicale

IV. **Actuellement :** Reconvertis au développement institutionnel et à la responsabilité sociale

Depuis trois ans, se consacre à une orientation complète de la FM-UP sur la responsabilité sociale et le service à la communauté

RESPONSABILITE SOCIALE DE LA FACULTE DE MEDECINE DE L'UNIVERSITE DE PARAKOU (BENIN) : EVALUATION ET PERSPECTIVE

21

FATIGBA Olatoundji Holden

Depuis l'introduction en 1985 de la notion de responsabilité sociale des écoles de formation en santé, le concept a fait son chemin. En 2018, la faculté de médecine de Parakou (FM-UP) au Bénin s'est engagée dans ce processus sous l'impulsion du RIFRESS (Réseau International Francophone pour la responsabilité Sociale en Santé). Après avoir évalué ses forces et faiblesses en la matière, des stratégies de mise en œuvre ont progressivement été élaborées par la FM-UP. C'est en 2021, après des expériences diverses que la responsabilité sociale a véritablement été érigée en obligation institutionnelle par cette faculté de médecine.

Dès lors une véritable politique de mise en œuvre a été mise en place. La mise en œuvre a commencé par la formation des acteurs pouvant être impliqués. Les enseignants, les étudiants et le personnel administratif. Cette phase réalisée en plusieurs étapes a permis de faire

découvrir le concept à tous, apporter la preuve de sa faisabilité au sein de l'institution et enfin obtenir l'appropriation par tous du concept.

La responsabilité sociale étant dorénavant un pilier de la gouvernance de la FM-UP, la mobilisation des ressources a été mise au cœur des diverses stratégies de mise en œuvre. La FM-UP dans un premier temps s'est tournée vers les partenaires externes : Il s'est agit des collectivités locales. La manifestation de l'engagement de la FM auprès des communautés comme étant une entité socialement responsable a consisté à organiser des missions foraines de consultations, de dépistages et prises en charge d'affections diverses. Ces missions foraines ont été organisées en 2021, 2022 et 2023 dans les départements du Borgou, Alibori et la Donga. Les enseignants de diverses spécialités ont été les principaux acteurs de la mise en œuvre. Des enseignements tirés de cette expérience qui est reprise chaque année, il est clairement apparu que, de la recherche universitaire, l'enseignement théorique et, la pratique de soins comme service à la communauté, le service à la communauté était le levier de responsabilité sociale le plus perceptible par les communautés et aisément réalisable par la FM.

Le principal outil pour y arriver a été les stages en zone réalisés par les étudiants en dernières années d'étude du cycle médecine générale. Dans cette dynamique, une

réforme a été initiée partant la reconfiguration des stages en zone, la redéfinition des objectifs de stages en zone, l'élargissement des aires de couverture et une accommodation en amont de certains enseignements théoriques. Les établissements de santé des départements du Borgou, de l'Alibori, la Donga et l'Atacora ont été bénéficiaires de ces stages nouvelle version. Après deux années de pratique, une évaluation quantitative et qualitative de ces stages en zone a été réalisée à partir des données de terrain de stage réalisés en 2024. Il s'avère que, grâce à ces stages tel que organisés par la FM-UP, les stages en zone constituent une contribution majeure à la lutte contre le désert médical au nord bénin, un moyen de pré insertion professionnel des étudiants formés à Parakou prêts à l'emploi, une résolution partielle des problèmes de santé dans les communautés bénéficiaires et enfin une meilleure adéquation enseignement théorique – stage de renforcement des acquis. L'évaluation de ces stages ont fait l'objet d'une thèse de doctorat en médecine soutenue à l'université de Parakou le 10 décembre 2024, d'un webinaire organisé par le RIFRESS en février 2025 et d'un travail de recherche en voie de parution dans *Pédagogie Médicale*, revue de la *Société Internationale Francophone d'Éducation Médicale (SIFREM)*.

L'organisation régulière de ces stages a motivé la création depuis deux ans d'une ligne budgétaire à la FM

entièrement dévoué à la responsabilité sociale. Cette ligne a permis la poursuite des stages en zone, la conception d'une cartographie de la responsabilité sociale dont l'aboutissement a été la mise en place d'un zonage par groupe de spécialité et par département d'activité de responsabilité sociale de la FM UP. La FM-UP est dès lors une faculté socialement responsable.



Dr. AVAKOUDJO Josue Dejinnin Georges

Ancien Interne des hôpitaux de Dakar

Chirurgien Urologue

Professeur titulaire des Universités

Doyen de la Faculté des Sciences de la Santé (Université d'Abomey Calavi)

 avakoudjojosue@hotmail.com |  08BP 1154

Cotonou, Bénin |  Né le 13 juillet 1979

FORMATIONS & COMPÉTENCES

- **Chirurgie urologique** - Université Cheikh Anta Diop, Sénégal
- **Pédagogie médicale** - Université de Strasbourg, France
- **Gestion des ressources humaines en santé** - Université d'Abomey Calavi, Bénin

- **Recherche sur la mise en œuvre des projets de santé** - Université Cheikh Anta Diop, Sénégal
- **Assurance qualité (éducation & santé)** - Université de Potsdam, Allemagne
- **Santé publique option Promotion de la santé** - Université de Parakou, Bénin

FONCTIONS ACTUELLES

Doyen de la Faculté des Sciences de la Santé (depuis 2022)

- Direction académique et administrative de la faculté

Chef de service d'Urologie et d'Andrologie - CNHU Hubert Koutoukou MAGA (depuis 2017)

- Gestion clinique et encadrement médical des apprenants en urologie

Professeur d'urologie - Faculté des Sciences de la Santé

- Enseignement et formation des étudiants en médecine

Coordonnateur du DES d'Urologie et d'Andrologie (depuis 2017)

- Supervision de la formation spécialisée

Membre du Conseil d'Administration de la Conférence internationale des Doyens et des Facultés de Médecine d'Expression Française (CIDMEF)

- Réflexion et mise en œuvre de stratégie de promotion de l'excellence dans les instituts de formation en médecine de l'espace francophone

RESPONSABILITÉS COMPLÉMENTAIRES

- 2e **Adjoint du Chef du Département** de chirurgie et spécialités chirurgicales
- **Ex-Président** de la Société Béninoise d'Urologie (SOBU)

CENTRES D'INTÉRÊT RECHERCHE

- **Santé sexuelle et reproductive masculine** (approche Men's Health)
- **Génétique des cancers de la prostate**
- **Assurance qualité dans la santé et dans l'enseignement supérieur**

Curriculum vitae certifié exact – Aout 2025

LA RESPONSABILITE SOCIALE DE LA FACULTE DES SCIENCES DE LA SANTE

28

Introduction

Depuis un demi-siècle, la Faculté des Sciences de la Santé s'est imposée comme un pilier fondamental dans la formation des ressources humaines en santé. La FSS est un regroupement d'experts ayant pour objectifs communs l'avancement des connaissances en santé, la sauvegarde des connaissances et la transmission des connaissances. Concevoir la faculté autrement que comme une « entreprise » qui vend des cours mais qui se préoccupe de l'amélioration de l'accès aux soins et au bien-être des populations est au cœur de la responsabilité sociale.

Un Héritage de Cinquante Années au Service de la Santé Publique

L'expérience accumulée sur cinq décennies a permis à la faculté de comprendre les enjeux complexes du système de santé et d'adapter sa formation aux besoins évolutifs des communautés. Cette longue tradition a forgé une expertise unique dans la préparation de professionnels

de santé conscients de leur rôle social et capables d'intervenir efficacement dans des contextes variés, notamment auprès des populations les plus vulnérables.

Actions Concrètes au Service des Communautés

Dépistage et Éducation Nutritionnelle

29

La faculté déploie régulièrement des campagnes de dépistage auprès des populations, particulièrement dans les zones défavorisées où l'accès aux services de santé reste limité. Ces initiatives permettent la détection précoce de pathologies courantes et contribuent significativement à la prévention primaire. Parallèlement, les programmes d'éducation nutritionnelle sensibilisent les communautés aux bonnes pratiques alimentaires, luttant contre la malnutrition et les maladies liées à l'alimentation.

Contribution aux Politiques Pharmaceutiques

L'expertise de la faculté s'étend également à la rédaction et à l'élaboration de politiques pharmaceutiques. Cette contribution technique essentielle influence directement l'accessibilité et la qualité des médicaments disponibles pour les populations. En participant à ces processus décisionnels, la faculté assure une meilleure adéquation entre les besoins sanitaires réels et les réponses

politiques apportées. La valorisation des plantes médicinales béninoises est un axe de recherche privilégié avec le financement de l'Université d'Abomey Calavi.

Réformes du Système de Santé

La faculté joue un rôle consultatif crucial dans les réformes du système de santé. Son expertise académique et pratique lui confère une légitimité particulière pour proposer des améliorations structurelles qui favorisent un accès plus équitable aux soins. Cette implication dans les processus de réforme témoigne d'un engagement concret pour transformer positivement l'écosystème sanitaire national.

30

Engagement envers les Populations Déshéritées

L'une des dimensions les plus nobles de la responsabilité sociale de la faculté réside dans son engagement constant envers les populations déshéritées. Cet engagement se traduit par des actions de terrain où étudiants et enseignants prodiguent des soins directement aux communautés marginalisées. Ces interventions révèlent une philosophie institutionnelle qui considère l'accès aux soins comme un droit fondamental, indépendamment du statut socio-économique.

Plaidoyer pour une Formation Inclusive

La faculté milite activement pour une inclusivité renforcée dans la formation des professionnels de santé. Cette démarche vise à démocratiser l'accès aux études de santé, permettant à des étudiants issus de milieux défavorisés d'intégrer ces formations prestigieuses. Cette politique d'inclusion contribue à diversifier les profils des futurs professionnels de santé et à garantir une meilleure représentativité sociale du corps médical.

31

Conclusion

La responsabilité sociale de la Faculté des Sciences de la Santé transcende largement sa mission éducative initiale. En s'impliquant concrètement dans l'amélioration de l'accès aux soins, en contribuant aux politiques publiques de santé, et en maintenant un engagement constant envers les populations vulnérables, elle incarne un modèle d'institution académique socialement responsable. Cette approche globale garantit non seulement la formation de professionnels techniquement compétents, mais aussi socialement conscients et engagés, capables de répondre aux défis sanitaires contemporains avec humanité et efficacité.

Mots clés : Faculté des Sciences de la Santé, Responsabilité, politiques, communautés, qualité



Dr TOGNON TCHEGNONSI Francis Kokou

Professeur Titulaire de Psychiatrie d'Adultes

Directeur de l'Institut de Formation en Soins Infirmiers et
Obstétricaux (IFSIO)

Université de Parakou (Bénin)

E-mail: tognonfrancis@gmail.com

Ancien Vice - Doyen de la Faculté de Médecine,

Ancien Doyen de la Faculté de Médecine,

Ancien Vice-Recteur Chargé des Affaires Académiques et
de la Recherche Universitaire,

Ancien Directeur de l'École Nationale de Formation des Techniciens Supérieurs en Santé Publique et Surveillance Épidémiologique (ENATSE)

Directeur de l'Institut de Formation en Soins Infirmiers et Obstétricaux (IFSIO) de l'Université de Parakou.

Président de l'Association Béninoise de Psychiatrie

Chevalier de l'Ordre International des Palmes Académiques du CAMES

Chevalier de l'Ordre National du Bénin

RESPONSABILITE SOCIALE : EXPERIENCE DE L'IFSIO

La responsabilité sociale fait partie de l'une des missions assignées à l'Institut de Formation en Soins Infirmiers et Obstétricaux (IFSIO) à travers le service à la communauté et à la société.

34

L'IFSIO a été créé le 7 août 2015. Il a pour mission : la formation, la recherche, la mise en œuvre de la politique nationale de développement sanitaire dans le domaine relevant de ses compétences et le service à la communauté et à la société.

Il est composé de deux écoles : l'École Supérieure des Infirmiers et Infirmières d'État et l'École Supérieure des Sage-Femmes d'État. Il forme les apprenants en Licence et en Master.

Le personnel administratif qui l'anime est composé d'une Secrétaire Générale d'Entité, d'une secrétaire administrative et d'un comptable. Quant au personnel enseignant permanent, il comporte trois sage-femmes, neuf infirmiers/infirmières, cinq médecins dont deux Maîtres-Assistants et trois Maîtres de Conférences Agrégés.

A la fin de l'année académique 2024-2025 le nombre d'apprenants est de 1305 en Licence et en Master.

Les activités de responsabilité sociale menées au cours des cinq dernières années se résument en : i) services rendus à la communauté : Séances de sensibilisation sur les maladies cardiovasculaires, la santé au travail et la gestion du stress, dépistage du cancer du sein et du col de l'utérus; ii) services rendus à la société : participation au camp citoyen, déploiement des étudiants sur le territoire pour participer aux activités de soins et de diagnostic communautaire, renforcement des capacités des encadreurs de stage sur le terrain avec des missions de supervision, accords de partenariat signés avec plusieurs mairies de la région septentrionale et du centre du pays et avec l'État-Major des Armées pour la formation des agents de santé.

Pour apporter des solutions aux problèmes identifiés sur le terrain, il a été créé des masters notamment le Master en Santé Sexuelle et Reproductive et le Master en Instrumentation et Aide-chirurgicales.

Le financement des activités de responsabilité sociale est assuré par des partenaires et sur fonds propres.

Une cellule de gestion des responsabilités sociales a été créée au niveau de l'Institut avec à sa tête des responsables d'organisation des stages. Rien n'a encore été fait en ce qui concerne le programme de formation et au niveau des étudiants.

En perspective, il y a la construction d'un laboratoire d'application clinique pour aider la communauté universitaire et la société en matière de santé sexuelle et reproductive et les maladies courantes.

La responsabilité sociale est une mission citoyenne qu'il importe de développer au niveau des établissements de formation en santé.

Mots-clés : responsabilité sociale, partenariat, camp citoyen, IFSIO



État civil

Nom : VIGAN
Prénom : Jacques
Profession : Médecin Néphrologue

Titres et fonctions universitaires et hospitaliers

Mai 2019 : Chef d'Unité d'Enseignement, de Formation et de Recherche en Néphrologie
Février 2020 : 1^{er} adjoint au Chef de département de pédagogie et de recherche en santé de la FSS/UAC.

Août 2022 à ce jour : Professeur titulaire des universités de CAMES à la FSS de Cotonou de l'Université d'Abomey-Calavi.

Novembre 2018 à ce jour : Chef service de la Clinique Universitaire de Néphrologie Hémodialyse du Centre National Hospitalier et Universitaire Hubert K. Maga (CNHU-HKM) de Cotonou, (Bénin)

Juin 2024 à ce jour : Directeur Adjoint de l'École Supérieure des Infirmières et Infirmiers d'État (ESIIE) à l'Institut National Médico-Sanitaire (INMeS)

38

Certifié exact par le soussigné.

Cotonou, le 03 septembre 2025



Dr Jacques VIGAN

RESPONSABILITE SOCIALE DE L'INSTITUT NATIONAL MEDICO- SANITAIRE (INMES)

39

Résumé

La responsabilité sociale de l'INMeS est l'intégration volontaire des préoccupations sociales, environnementales et économiques, dans ses activités et ses relations avec les parties prenantes, au-delà du simple respect de la loi.

La responsabilité sociale de l'INMeS inclut généralement les engagements envers la communauté. Elle concerne également l'éthique en recherche et pratique médicale, la promotion de la santé publique, la durabilité environnementale, ainsi que le bien-être de ses employés et partenaires.

La responsabilité sociale de cette école de formation paramédicale consiste à agir de manière éthique, durable et engagée envers ses étudiants, le personnel, la communauté et l'environnement. L'INMeS promeut un environnement d'apprentissage inclusif, respectueux de la diversité et de l'éthique professionnelle. Pour cela, il crée un climat de

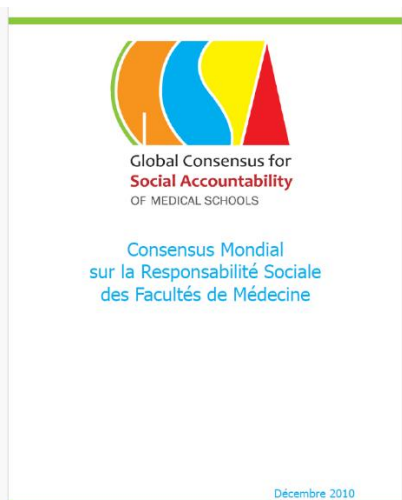
collaboration fructueuse entre enseignants permanents, enseignants vacataires, et encadreur de stages. Une équipe de l'école peut aller soutenir par exemple un encadreur lors d'un évènement social.

L'INMeS assure une formation de qualité, adaptée aux besoins de la société et aux exigences du secteur de la santé. Les professionnels de santé formés sont directement insérés et employés à différents niveaux de la pyramide sanitaire. Ils contribuent dès leur sortie au bien-être de la population apportant ainsi une réponse aux problèmes de la communauté. L'INMeS favorise l'éthique, la compassion, et la responsabilité citoyenne chez les futurs professionnels de santé. Il soutient le développement professionnel continu de ses enseignants et étudiants par la recherche de bourse de formation doctorale aux enseignants et par la création de la formation passerelle à ses anciens étudiants.

L'INMeS engage des actions communautaires pour améliorer la santé publique locale et régionale à travers l'organisation des campagnes de sensibilisation et de dépistage de certaines maladies chroniques et leurs facteurs de risque. L'organisation des activités d'Information, éducation et communication pour un changement de comportement (IECCC) et de dépistage d'hypertension artérielle et d'obésité au profit des vendeurs du marché de Gbégamey à Cotonou en 2020 est une preuve. Tous les ans, les apprenants de niveau master sont associés aux campagnes de sensibilisation et de dépistage de la maladie rénale chronique et de ses facteurs de risques.

Ce type d'engagement vise à former des professionnels responsables, compétents et soucieux du bien-être collectif, tout en respectant les valeurs éthiques fondamentales du secteur paramédical.

EXTRAIT du document sur le :



42

Consensus Mondial sur la Responsabilité Sociale des Facultés de Médecine

Le consensus sur la responsabilité sociale couvre un champ s'apparentant à une vision systémique, allant de l'identification des besoins de santé à la vérification de l'impact que peuvent avoir les facultés de médecine sur ces besoins. La liste des dix axes stratégiques reflète cette séquence logique, en commençant par une appréhension du contexte social, la définition des défis et besoins de santé et la création de partenariats pour une action efficace (axes 1 et 2). Tenant compte des autres professionnels de santé, le rôle et les compétences du médecin sont évoqués (axe 3), pour servir d'inspiration

aux stratégies éducationnelles (axe 4) que le faculté de médecine est appelée à mettre en œuvre, ainsi que des stratégies concordantes en matière de recherche et de prestation de services (axe 5). Des normes seront nécessaires pour permettre à la faculté d'atteindre un haut niveau d'excellence (axes 6 et 7), que l'autorité nationale se devra de reconnaître (axe 8). Alors que le concept de responsabilité sociale a valeur universelle (axe 9), les sociétés locales apprécieront en dernier ressort la pertinence des réalisations (axe 10).

Axe 1 : Anticipation des besoins en santé de la société.

Axe 2 : Création de partenariats avec le système de santé et autres acteurs.

Axe 3 : Adaptation aux rôles nouveaux des médecins et autres professionnels de la santé

Axe 4 : Education basée sur des résultats escomptés.

Axe 5 : Instauration d'une gouvernance réactive et responsable.

Axe 6 : Redéfinition de normes pour l'éducation, la recherche et la prestation de services.

Axe 7 : Amélioration continue de la qualité en éducation, recherche et prestation de services.

Axe 8 : Institutionnalisation de mécanismes d'accréditation.

Axe 9 : Adhésion aux principes universels et adaptation au contexte local.

Axe 10 : Prise en compte du rôle de la société.